

CRIF, 12 septembre 2023

L'EXTRÊME-GAUCHE. DU PROJET POLITIQUE ET REVOLUTIONNAIRE
AUX MULTIPLES RADICALITES

Dans le débat actuel, l'extrême-gauche renvoie à de multiples notions ou thèmes : désobéissance civile, Zadisme, violences policières, nouvelles radicalités, racisme, antifascisme, islamophobie, alter-mondialisation, écologie pour n'indiquer que quelques thèmes parmi beaucoup d'autres. Ces thèmes sont importants et je propose de les aborder au moins en partie dans un second temps lors de la discussion qui fera suite à mon exposé car auparavant je souhaite répondre à une question à mes yeux majeure et qui surplombe en fait toutes les autres questions à savoir : qu'est-ce que l'extrême-gauche aujourd'hui ? En effet, de quoi parle-t-on lorsque l'on parle de l'extrême-gauche actuelle ? Est-on toujours en présence d'un projet politique et social bien structuré où en présence de nouvelles radicalités qui remettent en cause tout un héritage politique et historique lié au passé ? Et faut-il prendre le risque de la confusion en parlant indistinctement d'une extrême-gauche historique qui demeure toujours active notamment dans certains syndicats ou partis politiques (LFI) et par ailleurs de certains nouveaux mouvements radicaux qui occupent de plus en plus l'espace public, militant et surtout médiatique ?

Mais avant de tenter de répondre à ces questions, juste une remarque. Comme j'en ai informé les organisateurs de cette séance, si je ne suis pas un spécialiste « pointu » de l'extrême-gauche en tant que telle dans mes

travaux qui concernent les rapports entre l'Etat, le politique et les mouvements sociaux et syndicaux, il m'a souvent été donné d'être confronté à l'existence de mouvements qui se revendiquent d'idéologies radicales prônant une transformation profonde de la société. En l'occurrence, il s'agit de mouvements qui se situent résolument à la « gauche de la gauche » et que l'on a vu intervenir durant le récent mouvement sur les retraites notamment lors d'appels à la grève générale et en faveur d'un durcissement du conflit, par exemple.

INTRODUCTION

Pour autant et c'est là que j'en viens à mon propos de ce jour, l'influence politique de ces mouvements qui interviennent lors des grands conflits sociaux liés au monde du travail s'est beaucoup amenuisée. D'autres mouvements qui se réclament de questions qui débordent le monde du travail et de l'entreprise deviennent toujours plus actifs au sein de la société française. Autrement dit, les questions qui relèvent du domaine social « stricto sensu » – le pouvoir d'achat, les retraites, la répartition des profits ou la contestation du pouvoir dans les entreprises, ne constituent plus dans le paysage protestataire d'aujourd'hui des référents incontournables voire exclusifs comme ce fut le cas jusqu'aux années 1980-1990. Il s'agit là d'un constat bien connu.

Ainsi, ce que l'on nomme toujours et par commodité l'extrême-gauche renvoie en France comme dans d'autres pays d'ailleurs à un paysage politique complexe composé de multiples mobilisations collectives puisqu'aux côtés d'organisations politiques traditionnelles généralement très structurées, on a pu assister à l'émergence d'une multitude de

mouvements aux idéologies, aux objectifs et aux modes d'organisations beaucoup plus disparates, informels et flous.

C'est en ce sens où il faut désormais reposer la question de l'extrême-gauche et pour mieux la saisir dans toute sa diversité, il me semble utile et indispensable de la remettre en perspective sur une durée assez longue pour mieux appréhender les clivages et les ruptures qui sont apparus dans le temps et qui morcellent aujourd'hui cette nébuleuse que l'on nomme « extrême-gauche » ou « gauche de la gauche », selon. C'est cette mise en perspective que je m'efforcerai de faire ici au moins dans un premier temps avant d'aborder comme nous le verrons des sujets très actuels.

D'OU VIENT L'EXTREME-GAUCHE OU LES RACINES DE L'EXTRÊME-GAUCHE ?

Un rappel donc, un rappel plutôt bref à propos de ce que l'on peut aujourd'hui appeler « l'extrême-gauche » historique. Du point de vue de ses origines les plus lointaines, celle-ci fut composée par deux grands courants : le courant anarchiste et le courant communiste ou marxiste. Si le mouvement anarchiste était très puissant avant la première guerre mondiale où il contrôlait la première organisation syndicale française fondée en 1895 et qui était la CGT, il n'a pas survécu à l'influence de la révolution bolchévique sur le monde ouvrier et sur la gauche politique dans l'après-guerre. Le courant marxiste quant à lui fut très divers. Il comporta durant un temps, une tendance maoïste dont l'existence fut très éphémère et pour cause. Elle n'a duré qu'une dizaine d'années à peine, des années correspondant à la Révolution culturelle voulue par Mao Tsé Toung et remise en cause par son successeur Deng Xio Ping qui fut à l'origine de cette Chine hybride d'aujourd'hui mélange de régime de parti unique se

réclamant du marxisme et de capitalisme très avancé. Dans une toute autre sphère, le Parti communiste français fut longtemps présenté sous le label « Extrême-gauche » au moins jusqu'au milieu des années 1960 où il soutint la candidature de François Mitterrand à l'élection présidentielle de 1965 et défendit avec vigueur la promulgation du Programme commun de la gauche et l'union avec un Parti socialiste d'obédience réformiste.

Du coup, ce qui demeure de l'extrême-gauche historique et qui perdure toujours, ce sont trois grands courants trotskystes incarnés aujourd'hui par Lutte ouvrière, le Nouveau parti anticapitaliste issu de la Ligue communiste révolutionnaire et le Parti ouvrier indépendant issu lui-même du Parti des travailleurs au sein duquel milita un certain Jean-Luc Mélenchon.

Historiquement, l'une des caractéristiques communes à ces formations trotskystes était leur positionnement critique à l'égard de l'URSS, de son système bureaucratique et du stalinisme mais aussi des rapports à entretenir (ou non) avec les partis sociaux-démocrates. Mais surtout ce qui les caractérisait plus encore sur le plan politique, idéologique et organisationnel -j'insiste sur le terme « organisationnel »-, c'était et c'est encore pour certaines formations trotskystes, une approche marxiste qui se référait non seulement à Trotsky mais aussi et surtout à Lénine. C'est-à-dire en d'autres termes au marxisme-léninisme.

C'est la raison pour laquelle il faut très brièvement rappeler en s'en tenant à notre sujet bien sûr, quels étaient les postulats essentiels du léninisme car ce sont précisément ces postulats qui ont été radicalement mis en cause par les transformations sociales, économiques, politiques et internationales survenues depuis les années 1970-1980.

La théorie politique de Lénine s'appuyait sur quatre idées : la conception héritée de Marx d'une classe ouvrière comme sujet historique appelé à jouer un rôle central dans le processus de transformation révolutionnaire de la société ; le rôle prédominant de l'Etat dans l'édification du socialisme, un rôle d'autant plus prédominant qu'il s'agissait alors de « dictature du prolétariat » ; une croyance dans la notion de « grand soir » qui impliquait une prise du pouvoir politique révolutionnaire et étrangère aux principes de la démocratie ; et pour couronner le tout, l'affirmation du rôle central du parti pour préparer la transformation de la société et ce faisant la révolution.

Lorsque l'on rappelle, ces divers traits de la théorie politique forgée par Lénine, il n'est pas très utile d'insister pour montrer en quoi ces traits sont devenus très largement caducs. Plus personne aujourd'hui ne croit véritablement au « Grand soir » ; dans les pays occidentaux, la démocratie est devenue un postulat politique et quasiment consensuel qui s'impose comme un cadre politique incontournable ; et enfin, le monde du travail n'est plus structuré par une classe ouvrière devenue désormais minoritaire.

Et pourtant, malgré ces divers facteurs, force est de reconnaître que l'on reste aujourd'hui en présence d'un premier paradoxe car il y en a d'autres.

En dépit de la mise en cause des idées essentielles qu'elle incarnait, l'extrême-gauche historique reste toujours très active dans des secteurs importants et ceci pour l'essentiel grâce à son capital militant. Dans le champ syndical, le syndicat « Solidaire » est issu d'une scission d'avec la CFDT, une scission alors dirigée par des militants issus de la Ligue communiste ou du maoïsme. Force Ouvrière héberge depuis longtemps des

militants du Parti ouvrier indépendant d'obédience trotskyste qui y joue d'ailleurs un rôle très important dans certaines instances de ce syndicat. On retrouve aussi une extrême-gauche assez active dans la CGT actuelle et dans la FSU, un syndicat rattaché à l'Education nationale.

Dans le champ politique et pour des raisons particulières propres à la France, la présence d'une certaine extrême-gauche parmi les Verts et les écologistes est indéniable. Mais dans le champ politique, il faut surtout se référer à l'impact électoral de l'extrême-gauche historique car il est bien réel au moins dans certaines circonstances comme le montre l'élection présidentielle, une élection majeure dans le système électoral français. En 2002, les deux candidats trotskystes -Arlette Laguillier et Olivier Besancenot- réunissaient plus de 10% des suffrages exprimés et devançaient nettement le candidat communiste Robert Hue qui recueillait 3,3% des voix et même certains candidats de l'établissement politique comme François Bayrou qui recueillait 6,8% des voix. Depuis Jean-Luc Mélenchon a su ramener à lui la quasi-totalité des suffrages issus de l'extrême-gauche mais aussi d'une large partie de l'électorat traditionnellement communiste et d'une partie de la gauche du Parti socialiste. En 2017, rappelons-le, il recueillait au premier tour de l'élection présidentielle près de 20% des suffrages et en 2022, près de 22%. En outre, la formation qu'il a créé, « France Insoumise » occupe on le sait, une position actuellement dominante au sein de la gauche présente au Parlement.

DEFIANCE A L'EGARD DU POLITIQUE ET SOCIETES DE PLUS EN PLUS
FRAGMENTEES

La présence de l'extrême-gauche historique au sein du syndicalisme ou dans le champ politique n'est donc pas négligeable. Et pourtant et c'est là qu'apparaît un second paradoxe, l'implantation sur le terrain de l'extrême-gauche historique ne correspond nullement à ce qu'il reste de ses valeurs politiques et organisationnelles au sein des mouvements radicaux d'aujourd'hui ou des nouvelles radicalités.

D'une manière générale, cet état de fait n'est pas seulement dû au déclin de l'idéologie marxiste-léniniste car ce déclin est dû lui-même -je le rappelle- aux évolutions et aux transformations sociales, économiques, politiques et internationales survenues depuis les années 1970-1980.

Par définition, ces évolutions sont nombreuses et je ne pourrais les évoquer de façon exhaustive au vu du temps alloué à cet exposé. Mais selon moi, deux faits ont joué plus que d'autres faits, un rôle décisif sur les mutations politiques et sociétales qui ont touché de plein fouet l'extrême-gauche historique et qui expliquent l'émergence de nouveaux mouvements souvent étrangers à cette extrême-gauche sur le terrain idéologique comme sur d'autres terrains.

En premier lieu, il existe depuis de longues années une crise de la représentation politique ce qu'ont bien souligné des auteurs comme Marcel Gauchet ou Pierre Rosanvallon. Cette crise de la représentation politique renvoie à un phénomène aujourd'hui patent, c'est la profonde défiance à l'égard des partis politiques de la plupart des Français. Sur ce plan, les données d'enquêtes empiriques concernant cette défiance sont très

nombreuses. Rappelons ici et simplement pour l'exemple, les données recueillies depuis plus de dix ans par les enquêtes annuelles du Centre de recherches politiques de Sciences po plus connu sous le nom de CEVIPOF. En 2022 et il s'agit là d'une année qui prolongeait les constats faits dans les années précédentes, 87% des Français exprimaient une défiance à l'égard des partis contre 13% seulement qui disaient leur faire confiance. En comparaison et pour ne citer que quelques exemples, rappelons que ce taux de confiance dans les partis (13%) se situait très loin de celui accordé aux medias, 31% ; aux grandes entreprises publiques, 44% ou encore à la Sécurité sociale, 70%. En résumé, il est bien évident que ce rejet des partis politiques touche l'ensemble des formations politiques et plus particulièrement les conceptions qui attribuaient au « parti » un rôle central comme le faisaient ou le font encore certaines formations historiques de l'extrême-gauche.

En parallèle à ce constat, on doit aussi rappeler un fait qui concerne les évolutions des sociétés dans le monde capitaliste. Fondamentalement, l'idée communiste reposait sur une société globale fortement intégrée ou en capacité à le devenir. A l'encontre de cette idée, les travaux récents de Jérôme Fourquet ont pu montrer une « archipelisation » de la société française. En fait, il s'agit là d'une longue tendance puisque bien avant 2019, année de la publication des analyses de Jérôme Fourquet, la littérature sociologique et des auteurs parmi lesquels Niklaüs Luhmann ou Michel Wieviorka avaient déjà pu insister sur l'essor de sociétés de plus en plus fragmentées, éclatées et complexes. D'où en premier lieu, une diversité toujours plus forte des attentes portées par des groupes et donc une

diversité d'aspirations politiques ou sociales de plus en plus disparates ou catégorielles et dont la « synthèse » qui s'incarnait hier dans des programmes de partis hiérarchisés, cohérents et se situant à un niveau global, est devenue toujours plus difficile. Et d'où en second lieu, l'émergence de nombreux mouvements qui sont en rupture radicale avec les référents politiques du passé, des mouvements qui rappellent la notion de « multitudes » pour reprendre le titre d'un ouvrage de Mickaël Hardt et de Toni Negri.

Ainsi sont apparus dans une période plus ou moins récente, divers mouvements des « Zadistes » aux « squatts », des mouvements « Antifa » aux radicalités féministes ou de « genre », de l'organisation des « intellectuels précaires » aux radicalités écologiques comme « Extinction Rebellion » ou « le soulèvement de la terre » sans oublier les nouvelles formes de contestation antiracistes à l'instar des « Indigénistes » ou des « décoloniaux ». La liste est longue et peut l'être plus encore si l'on y ajoute les « Gilets jaunes », les « antispécistes » ou les « Antivax ».

Bien sûr et à cause même de leur diversité, tous ces mouvements sociaux ne se reconnaissent pas forcément dans les idées politiques qui caractérisent la « gauche de la gauche ». C'est le cas des Gilets jaunes ou des antivax. Par contre d'autres mouvements comme les Zadistes, l'écologie radicale, les Antifa, les mouvements de sans-abris ou de sans papiers, les nouvelles formes de luttes antiracistes, portent des idées de gauche mais avec une particularité : ils les radicalisent souvent à outrance.

Pourtant, par-delà ces différences de forme et de positionnements, un fait d'importance demeure : en effet ce qui caractérise de façon commune

l'ensemble de ces mouvements renvoie à trois principes : le premier, c'est l'affirmation d'une autonomie profonde fondée sur le rejet des partis de droite comme de gauche y compris d'extrême-gauche ; le deuxième, c'est bien sûr l'affirmation fréquente d'une radicalité critique face à la société ; le troisième enfin, c'est l'affirmation d'une spécificité ou d'une identité qui fait que chaque mouvement vise à imposer sa singularité par rapport aux autres. D'où des mobilisations collectives et des mouvements eux-mêmes éclatés à l'image de ce qu'est devenue la société elle-même à savoir une « société éclatée ».

Dans ce contexte, la notion de parti et notamment de parti de masse chère au courant marxiste traditionnel est devenue caduque et des penseurs comme Deleuze, Guattari ou Foucault l'ont aujourd'hui amplement emporté sur les thèses de Marx ou celles de Lénine. Plus que de mouvements politiques ou syndicaux traditionnels qui visaient une « agrégation des luttes ou des revendications » et qui se situaient en fonction de contextes plus ou moins globaux, on est face à des mouvements qui relèvent des thèses de Gilles Deleuze à propos des « *Mille plateaux* » ou de celles de Michel Foucault qui définissaient de nouveaux imaginaires militants fondés sur le local, le multiple, le spécifique et le différent. Ou encore et pour poursuivre sur Foucault, on est là face à la fin du sujet historique et global comme le fut par exemple la classe ouvrière d'hier et à l'essor de subjectivités marquant à leur manière les nouvelles formes de luttes collectives.

LA COALITION DES LUTTES. DES TENTATIVES DEJA ANCIENNES ET
DEPASSEES

Bien sûr, cet éclatement des mouvements sociaux n'a pas empêché certains auteurs de tenter de le systématiser d'un point de vue théorique. Ainsi, est apparue au tournant des années 2000, une notion nouvelle, le « mouvementisme » forgée par des politistes et des sociologues et qui connut alors un écho réel dans les milieux militants comme universitaires. Pour les militants qui s'y reconnaissaient, il s'agissait en premier lieu de mettre fin à la main-mise ou à l'emprise exclusive des partis sur les mouvements sociaux mais aussi de rejeter les divers systèmes de délégations de pouvoir et de représentation imposées par « le haut ». D'où un positionnement qui à l'évidence s'oppose notamment aux conceptions traditionnelles d'encadrement politique des mouvements sociaux portés par l'extrême-gauche historique.

Certes, au sein de la « gauche de la gauche », ce conflit entre des conceptions diverses et des démarches politiques différentes n'est pas nouveau. Il est même ancien. En effet, l'extrême-gauche historique ne fut pas toujours dépassée face à l'émergence de nouveaux mouvements sociaux dont les premiers remontent aux années 1970 et qu'un sociologue comme Alain Touraine avait bien mis en relief. Pour cette extrême-gauche historique, il s'agissait de tenir compte de l'essor de ces nouveaux mouvements ou de ce que certains militants nommaient alors les « revendications existentielles ». A cet égard, on peut rappeler pour l'exemple le cas de la Ligue communiste révolutionnaire devenue NPA et qui parmi les organisations trotskystes fut celle qui fut le plus sensible aux tendances nouvelles et aux évolutions de la société capitaliste et du monde des mobilisations collectives. Mais on peut rappeler aussi et en parallèle, une formation maoïste qui connut un certain

écho au tournant des années 1970 – il s'agit de la Gauche prolétarienne qui regroupait des militants devenus bien connus ou célèbres comme Serge July, Robert Linhart, Benny Lévy, Gérard Miller ou André Glucksmann par exemple.

C'est dès le début des années 1970 que la Ligue communiste pratique une « stratégie d'entrisme » dans le « Mouvement de libération des femmes », le premier grand mouvement féministe en France. Au sein de ce dernier, les militants de la Ligue organisent une tendance qui s'appelle et le fait n'est pas étonnant -tendance « Lutte des classes »- qui s'inspire notamment de Friedrich Engels, le célèbre compagnon de Marx, dont les thèses à ce propos sont développées dans un ouvrage intitulé « *L'origine de la famille* ». Pour Engels, l'origine de la famille et le patriarcat avaient pu sur la longue durée déboucher sur une domination masculine indissociable de la propriété privée des moyens de production. Dans ce cadre théorique, il est évident que le féminisme n'implique surtout pas un repli « identitaire sur soi » ou « genré » mais renvoie bien à la « lutte des classes » c'est-à-dire à un contexte historique, global et qui se veut universel du moins pour les tenants de la théorie marxiste et donc les militants de la Ligue communiste d'alors. Il faut noter que cette conception marxiste des luttes féministes put connaître à l'époque du moins en France, une réelle influence sur les luttes des femmes.

Du côté maoïste et de la Gauche prolétarienne, ce qui était en cause c'était plutôt le monde des immigrés mais perçu très différemment par rapport à ce que nous connaissons aujourd'hui. En effet, nous étions alors dans une période de plein emploi avec une industrie qui dominait l'économie et qui

avait des besoins massifs de main-d'œuvre surtout composée d'ouvriers sans qualifications à savoir les fameux O.S. dont les postes étaient essentiellement occupés par des immigrés notamment maghrébins. Il s'agit là d'une situation qui a été décrite avec talent par Robert Linhart dans un ouvrage intitulé : *L'Etabli* et qui récemment a fait l'objet d'un film. A l'époque, l'une des idées centrales de la Gauche prolétarienne d'ailleurs liée pour l'occasion au « Mouvement des travailleurs arabes » créé en 1972, était qu'il fallait donner aux catégories les plus dominées dans le monde du travail et donc aux O.S. et aux immigrés, un rôle central au sein de la lutte des classes. Bien sûr, dans ce contexte, il ne s'agissait pas de considérer les immigrés « en tant que tels » comme l'aurait voulu une conception essentialiste fondée sur l'essence et les caractéristiques propres de chaque groupe social ou ethnique. Il s'agissait plutôt de considérer que l'émancipation des plus dominés -en l'occurrence ici les O.S.- impliquait nécessairement l'émancipation de l'ensemble des dominés et qu'à ce titre, elle renvoyait indéniablement à des buts qui se définissaient comme universels. En d'autres termes, l'émancipation des plus dominés ou des plus soumis était le préalable de l'émancipation de tous. On est ici en présence d'une conception téléologique et universelle de l'histoire que l'on retrouve dans certains courants marxistes voire plus implicitement chez Marx lui-même. Et surtout, on est loin de ce que disent certains courants « indigénistes ou décoloniaux » voire certains mouvements de « sans papiers » qui se situent aujourd'hui et de façon quasi-exclusive par rapport au monde issu de l'immigration ou liées aux anciennes colonies.

L'EXTREME-GAUCHE AUJOURD'HUI

Mais aujourd'hui, cette relation entre des formations d'extrême-gauche instituées depuis longtemps et les « nouveaux mouvements sociaux » est devenue caduque. Les idées et les conceptions théoriques, politiques ou organisationnelles de l'extrême-gauche traditionnelle ne s'imposent plus ou n'influencent plus en tant que telles les nouveaux mouvements radicaux. Il est même de plus en plus fréquent de constater que l'extrême-gauche historique -et c'est important de le noter- s'est souvent ralliée avec « armes et bagages » à ces nouveaux mouvements.

Certes et comme je le soulignais tout-à-l'heure, l'extrême-gauche historique demeure souvent bien présente sur les terrains du syndicalisme et du politique. Mais comme je le disais également, cet état de fait est d'autant plus paradoxal que du côté des paradigmes essentiels du politique à savoir la démocratie, l'Etat et le droit, les idées fondamentales de l'extrême-gauche historique sont totalement mises en cause.

Partons de l'idée démocratique. On le sait, l'extrême-gauche historique rejetait la démocratie au nom du « Grand soir » et parce qu'à ses yeux, la démocratie ne pouvait être que formelle, son véritable but étant de perpétuer « la domination de la bourgeoisie sur le système social et les catégories dominées ».

Pour les nouveaux mouvements sociaux, il s'agit de se situer non pas tant en fonction du rejet ou non de la démocratie « comme telle » mais d'innover dans le champ de l'expression démocratique en s'appuyant sur des formes d'expression immédiate « ici et maintenant » c'est-à-dire dans la société telle qu'elle est aujourd'hui et non pas dans une société future, lointaine et « post révolutionnaire ». Il en est ainsi de la démocratie directe, du

referendum d'initiative populaire, des « autogestions nucléaires » ou des pratiques valorisant la notion de proximité. On est là face à une sorte de « sublimation du basisme » qui se distingue radicalement de la démocratie représentative et qui –il faut y insister- implique aussi et surtout un refus de toute autorité pérenne à la direction des mouvements sociaux. Ou autrement dit de toute personnalisation du pouvoir ce qui ne fut pas le cas de la plupart des mouvements de l'extrême-gauche historique qui s'incarnèrent souvent dans des figures individuelles très précises comme Arlette Laguillier pour Lutte ouvrière, Alain Krivine pour la Ligue communiste révolutionnaire, Olivier Besancenot pour le NPA ou Pierre Lambert pour le Parti des travailleurs, ancêtre du Parti ouvrier indépendant actuel.

Concernant deux autres registres politiques essentiels à savoir l'Etat et le droit, les ruptures entre l'extrême-gauche historique et les nouveaux mouvements radicaux, sont tout aussi manifestes. Pour l'extrême-gauche traditionnelle, l'Etat est - on l'a déjà dit, un outil incontournable pour bâtir la société future. Ce qui implique de prendre le pouvoir politique et de transformer en profondeur l'Etat pour transformer la société. Pour les nouveaux mouvements radicaux, la prise du pouvoir politique n'est plus à l'ordre du jour. Il ne s'agit plus de « transformer l'Etat » mais de « transformer les choses » ici et maintenant et ceci sans forcément faire appel aux institutions existantes et sans jamais revendiquer le pouvoir politique central.

Existe-t-il pour autant un déni total de l'Etat ? Non mais plutôt une instrumentalisation du politique et de l'Etat de droit. Dans la théorie

révolutionnaire ou léniniste, le droit ne pouvait être qu'un outil aux mains de la bourgeoisie et sa fonction était de légaliser, de légitimer et de renforcer toujours plus la domination des classes populaires et des ouvriers. L'objectif central des nouveaux mouvements sociaux n'est pas de remettre en cause le droit en tant que tel bien au contraire. Il s'agit de mettre au cœur même des nouvelles luttes, l'obtention de nouveaux droits qui concernent chaque segment constitutif ou groupe social que les nouveaux mouvements sociaux disent ou veulent représenter. Il en est ainsi par exemple des revendications qui concernent l'obtention de nouveaux droits pour les femmes à propos du viol ou des violences domestiques, de nouveaux droits pour les immigrés ou les minorités ethniques issues du système colonial, de nouveaux droits concernant le genre ou encore de ceux que l'on appelle précisément les « sans » c'est-à-dire les « sans droits » qu'il s'agisse des « sans papiers » ou des « mal logés ».

*

En résumé et pour conclure, on ne peut que constater que ce qui constituait le corpus fondamental des idées portées par l'extrême-gauche historique sur des thèmes centraux est très fortement mis en cause. Hier et pour reprendre la notion d'hégémonie chère à Gramsci, l'extrême-gauche traditionnelle visait à une hégémonie culturelle ou politique du moins au sein de la gauche syndicale et politique. Aujourd'hui, le pôle d'exercice de l'hégémonie dans le contexte de la « gauche de la gauche » voire au-delà s'est totalement déplacé. Ce sont les thèmes aussi disparates soient-ils portés par les nouveaux mouvements radicaux qui désormais occupent une position hégémonique tant dans l'espace culturel et médiatique que dans les

espaces politique ou universitaire. Dans ce cadre, l'extrême-gauche historique en est réduite à un rôle d'accompagnement ce qui est un comble pour une force politique qui longtemps a eu la prétention de représenter une « avant-garde politique et idéologique».
